

Art. 2. Le traitement du directeur général est fixé dans l'échelle de traitement 16/1.

Le traitement de directeur général adjoint est fixé dans l'échelle de traitement 15/1.

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 1995 fixant le statut du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Agence régionale pour la Propreté est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre qui a la Propreté publique dans ses attributions et le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 octobre 2011.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J.-L. VANRAES

Art. 2. De bezoldiging van de directeur-generaal wordt vastgesteld in de weddeschaal 16/1.

De bezoldiging van adjunct-directeur-generaal wordt vastgesteld in de weddeschaal 15/1.

Art. 3. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 1995 tot de vaststelling van het statuut van de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. De Minister bevoegd voor Openbare Netheid en de Minister bevoegd voor Openbaar Ambt zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 oktober 2011.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelings-samenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister vab de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J.-L. VANRAES

MINISTERIE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 3348

[C — 2011/31596]

29 OCTOBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les délégations de compétences au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et ses modifications;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la Propreté, article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 1995 déterminant les délégations de compétences au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Agence régionale pour la Propreté;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 mai 2011;

Vu l'avis 50.011/2/V du Conseil d'Etat, donné le 10 août 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 29 octobre 2011;

Sur la proposition du Ministre-Président qui a la Propreté publique dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre :

1° par Ministre : le Membre du Gouvernement ou le Secrétaire d'Etat régional exerçant le pouvoir de gestion de l'Agence régionale pour la Propreté;

2° par Agence : l'Agence régionale pour la Propreté.

I. Fonctionnement

Art. 2. Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint assurent la gestion journalière de l'Agence conformément aux dispositions du présent arrêté.

Il leur est accordé délégation générale de signatures pour tous les actes relevant de cette gestion journalière.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 3348

[C — 2011/31596]

29 OKTOBER 2011. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van delegaties van bevoegdheden aan de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, artikel 6;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 1995 tot vaststelling van delegaties van bevoegdheden aan de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 mei 2011;

Gelet op advies 50.011/2/V van de Raad van State, gegeven op 10 augustus 2011 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 oktober 2011;

Op de voordracht van de Minister-President bevoegd voor Openbare Netheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

1° de Minister : het Lid van de Regering of de Gewestelijke Staatssecretaris die de beheersbevoegdheid van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid uitoefent;

2° Agentschap : het Gewestelijk Agentschap voor Netheid.

I. Werking

Art. 2. De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar staan in voor het dagelijks beheer van het Agentschap, overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Er wordt hun algemene delegatie van ondertekening toegekend voor alle handelingen die tot dit dagelijks beheer behoren.

Art. 3. Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint prennent conjointement les décisions et les engagements utiles à la réalisation des missions dévolues à l'Agence ainsi qu'à sa gestion financière.

Art. 4. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 3, le fonctionnaire dirigeant est compétent :

1° pour exécuter le budget de l'Agence, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur;

2° pour prendre les mesures utiles au bon fonctionnement de l'Agence.

§ 2 Par dérogation à l'article 3, le fonctionnaire dirigeant adjoint est compétent :

1° pour conclure les contrats d'abonnements commerciaux dont le montant ne dépasse pas 124.000 euros;

2° pour les actions judiciaires exercées par l'Agence en demandant, en défendant ou en intervenant, en ce compris la compétence d'approuver les dépenses résultant de ces actions et les dépenses découlant notamment d'acquiescement, désistement ou transaction y relatifs;

3° pour prendre les mesures utiles en matière d'assurances incombant à l'Agence ainsi qu'en matière de recouvrement des créances de l'Agence.

§ 3. Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint se tiennent régulièrement informés des actes qu'ils accomplissent en vertu des pouvoirs qui leur sont respectivement délégués par le présent article.

Art. 5. En cas d'urgence ou d'absence de plus de huit jours, le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint se remplacent mutuellement dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 6. A condition d'en informer préalablement le Ministre, le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint peuvent échanger ou déléguer, dans les limites et aux conditions qu'ils déterminent conjointement, certains des pouvoirs dont ils sont investis en vertu des articles 2, 3 et 4.

Art. 7. § 1^{er}. Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint organisent conjointement les missions à l'étranger des membres du personnel, après accord du Ministre.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, l'autorisation préalable du Ministre n'est pas requise pour les missions à l'étranger dont la durée n'excède pas deux jours.

II. Marchés publics

Art. 8. § 1^{er}. Dans les limites des crédits disponibles, et sans préjudice de l'application des dispositions légales et réglementaires régissant les marchés publics de travaux, de fournitures et de services, les pouvoirs en matière de passation et d'exécution des marchés de travaux, de fournitures et de services sont délégués :

1° au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint, agissant conjointement, pour les marchés dont le montant ne dépasse pas, hors taxe sur la valeur ajoutée :

- 744.000 euros, en cas d'adjudication publique ou d'appel d'offres général;

- 372.000 euros, en cas d'adjudication restreinte ou d'appel d'offres restreint;

2° au fonctionnaire dirigeant pour les marchés dont le montant ne dépasse pas, hors taxe sur la valeur ajoutée :

- 248.000 euros en cas d'adjudication publique ou restreinte et d'appel d'offres général ou restreint;

- 74.500 euros, en cas de procédure négociée.

§ 2. Les délégations de pouvoir prévues au § 1^{er} sont valables pour autant que l'objet de la dépense ait été autorisé par le Gouvernement ou le Ministre, soit par l'approbation d'un programme incluant cet objet, soit par une décision particulière à cet objet, ou que la dépense fasse l'objet de missions particulières dont l'Agence est chargée. Cette autorisation n'est pas requise pour les dépenses courantes de service ou pour les dépenses dont le montant estimé ne dépasse pas 67.000 euros.

Art. 3. De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar nemen gezamenlijk de beslissingen en gaan de verbintenissen aan die nodig zijn voor de uitvoering van de aan het Agentschap toevertrouwde opdrachten en voor het financieel beleid.

Art. 4. § 1. In afwijking van artikel 3 is de leidend ambtenaar bevoegd om :

1° de begroting van het Agentschap uit te voeren overeenkomstig de vigerende wettelijke en reglementaire bepalingen;

2° maatregelen te nemen die nodig zijn voor de goede werking van het Agentschap.

§ 2. In afwijking van artikel 3 is de adjunct-leidend ambtenaar bevoegd :

1° om de overeenkomsten voor commerciële abonnementen te sluiten waarvan het bedrag niet meer dan 124.000 euro bedraagt;

2° voor de rechtsgedingen waarin het Agentschap optreedt als eiser, als verweerder of als tussenkomende partij, met inbegrip van de bevoegdheid om alle uitgaven die voortvloeien uit deze rechtsgedingen en de uitgaven die uit een desbetreffende berusting, afstand van geding of dading voortvloeien goed te keuren;

3° om alle nodige maatregelen te treffen inzake verzekering waarvoor het Agentschap verantwoordelijk is en inzake het innen van de vorderingen van het Agentschap.

§ 3. De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar houden elkaar geregeld op de hoogte van de handelingen die zij verrichten krachtens de bevoegdheden die hun bij dit artikel respectievelijk zijn toegekend.

Art. 5. In dringende gevallen of ingeval van afwezigheid van meer dan acht dagen, vervangen de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar elkaar in de uitoefening van hun functies.

Art. 6. De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar kunnen, indien ze de Minister erover inlichten, binnen de grenzen en onder de voorwaarden die ze samen bepalen, sommige van de hun in de artikelen 2, 3 en 4 toegekende bevoegdheden uitwisselen of delegeren.

Art. 7. § 1. De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar regelen samen de opdrachten in het buitenland van de personeelsleden, na akkoord van de Minister.

§ 2. In afwijking van § 1, is de voorafgaande toestemming van de Minister niet vereist voor de opdrachten in het buitenland die niet langer dan twee dagen duren.

II. Overheidsopdrachten

Art. 8. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, en onverminderd de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten, worden de bevoegdheden die zijn toegekend inzake de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten te sluiten en uit te voeren, gedelegeerd :

1° aan de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar, die gezamenlijk optreden, voor de opdrachten waarvan het bedrag, buiten toegevoegde waarde, niet hoger is dan :

- 744.000 euro, voor een openbare aanbesteding of een algemene offerteaanvraag;

- 372.000 euro, voor een beperkte aanbesteding of een beperkte offerteaanvraag;

2° aan de leidend ambtenaar voor de opdrachten waarvan het bedrag, buiten toegevoegde waarde, niet hoger is dan :

- 248.000 euro voor een openbare aanbesteding of voor een beperkte aanbesteding en voor een algemene of beperkte offerteaanvraag;

- 74.500 euro, voor de onderhandelingsprocedure.

§ 2. De in § 1 bedoelde delegaties van bevoegdheden, zijn geldig voor zover het voorwerp van de uitgave goedgekeurd is door de Regering of de Minister, hetzij door goedkeuring, van een programma waarin dit voorwerp vervat zit, hetzij door een bijzondere beslissing betreffende dit voorwerp, of voor zover de uitgave het voorwerp is van bijzondere taken waarmee het Agentschap belast is. Deze goedkeuring is niet vereist voor de lopende dienstuitgaven of voor de uitgaven waarvan het geraamde bedrag niet hoger dan 67.000 euro is.

§ 3. Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint sont également habilités à approuver, dans le cadre de l'exécution normale du marché, conclu et dans les limites de la réalisation de l'objet initialement visé, les factures et les déclarations de créance relatives aux marchés de travaux, de fournitures et de services dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs prévues au § 1^{er}.

Art. 9. Après la conclusion du marché, l'autorité déléguée qui a attribué le marché est autorisée, sans préjudice de l'application des dispositions légales et réglementaires régissant les marchés publics de travaux, de fournitures et de services notamment les articles l'article 8 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et les articles 17 et 42 de l'annexe fixant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et des concessions de travaux publics de l'arrêté précité, à déroger par décision motivée à l'application de certaines clauses du marché, sans toutefois en changer l'objet.

Art. 10. A condition d'en informer préalablement le Ministre, le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint peuvent échanger ou déléguer conjointement, en limitant les pouvoirs correspondants, certains des pouvoirs qui leur sont octroyés par l'article 8.

III. Personnel

Art. 11. Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint sont compétents, chacun pour leur rôle linguistique, pour recevoir la prestation de serment des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4.

Art. 12. Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint sont compétents conjointement :

1° pour déclarer les vacances d'emplois aux niveaux 2+, 2, 3 et 4 en vue d'y pourvoir par promotion ou recrutement;

2° pour mettre les agents de niveaux 2+, 2, 3 et 4, en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;

3° pour placer les agents en disponibilité pour convenance personnelle ou mission spéciale;

4° pour engager, dans le cadre des autorisations du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, et pour licencier le personnel contractuel ainsi que pour prendre les décisions portant engagement des agents et ouvriers temporaires des niveaux 2+, 2, 3 et 4.

Art. 13. § 1^{er}. Le fonctionnaire dirigeant est compétent :

1° pour prendre les décisions portant nomination, promotion et changement de grade des agents et ouvriers stagiaires et définitifs des niveaux 2+, 2, 3 et 4;

2° pour prendre les décisions portant fixation de traitement des agents et ouvriers des niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4;

3° pour prendre les décisions en matière d'affectation de service et de mutation des agents des niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4, après avis du fonctionnaire dirigeant adjoint pour ce qui concerne le personnel d'encadrement.

§ 2. Le fonctionnaire dirigeant adjoint est compétent :

1° pour prendre les décisions portant admission au stage des agents de niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4;

2° pour prendre les décisions portant acceptation de la démission volontaire ou la mise en retraite normale des agents définitifs ou temporaires de niveaux 2+, 2, 3 et 4;

3° pour établir la proposition requise pour la nomination, le changement de grade ou la promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur pour les agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4;

4° pour constater la disponibilité de plein droit pour maladie ou infirmité des agents de niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4 et fixer le traitement d'attente à leur octroyer;

5° pour accorder aux membres du personnel de niveau 1 - à l'exception de ceux appartenant au rang 15 lesquels relèvent du fonctionnaire dirigeant - et des niveaux 2+, 2, 3, et 4 les congés de toute nature dont ils peuvent bénéficier et pour prendre en cette matière les décisions réglementairement prévues.

Art. 14. A condition d'en informer préalablement le Ministre, le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint peuvent échanger ou déléguer, de commun accord, certaines des attributions qui leur sont respectivement conférées par les articles 12 et 13.

§ 3. De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar zijn eveneens bevoegd om, in het kader van de normale uitvoering van de gesloten opdracht en binnen de grenzen van het oorspronkelijk bedoelde voorwerp, de rekeningen en de schuldverklaringen betreffende de opdrachten voor werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag de in § 1 bedoelde delegaties van bevoegdheden overschrijdt, goed te keuren.

Art. 9. Na de sluiting van de opdracht binnen de grenzen is de gedelegeerde overheid die de opdracht heeft toegekend gemachtigd om, onverminderd de toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikel 8 van het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken en artikelen 17 en 42 van de bijlage tot vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en van de concessies van openbare werken bij het voormelde koninklijk besluit, met een met redenen omklede beslissing af te wijken van de toepassing van bepaalde bedingen van de opdracht.

Art. 10. Op voorwaarde dat de Minister ervan op voorhand wordt ingelicht, kunnen de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar, mits ze de overeenstemmende bevoegdheden beperken, sommige van de hun in artikel 8 toegekende bevoegdheden uitwisselen of gezamenlijk delegeren.

III. Personeel

Art. 11. De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar zijn bevoegd, elk voor zijn eigen taalrol, om de eedaflegging van de personeelsleden van niveau 2+, 2, 3 en 4 te ontvangen.

Art. 12. De leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar zijn gezamenlijk bevoegd om :

1° de vacante betrekkingen in niveau 2+, 2, 3 en 4 bekend te maken om erin te voorzien door promotie of aanwerving;

2° de personeelsleden van niveau 2+, 2, 3 en 4 in beschikbaarheid te stellen door intrekking van werk in het belang van de dienst;

3° de personeelsleden in beschikbaarheid te stellen om persoonlijke redenen of bijzondere opdracht;

4° het contractueel personeel aan te werven in het kader van de machtigingen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en het te ontslaan en om de beslissingen te nemen voor de aanwerving van de tijdelijke personeelsleden en arbeiders van niveau 2+, 2, 3 en 4.

Art. 13. § 1. De leidend ambtenaar is bevoegd om :

1° de beslissingen te nemen voor de benoeming promotie en wijziging van graad van de stagedoende en vastbenoemde personeelsleden en arbeiders van niveau 2+, 2, 3 en 4;

2° de beslissingen te nemen tot vaststelling van de wedde van de personeelsleden en arbeiders van niveau 1, 2+, 2, 3 en 4.

3° de beslissingen te nemen inzake indeling bij een dienst en overplaatsing van de personeelsleden van niveau 1, 2+, 2, 3 en 4, na advies van de adjunct-leidend ambtenaar voor wat het begeleidingspersoneel betreft.

§ 2. De adjunct-leidend ambtenaar is bevoegd om :

1° de beslissingen te nemen betreffende de toelating tot de stage van personeelsleden van niveau 1, 2+, 2, 3 en 4;

2° de beslissingen te nemen betreffende de aanvaarding van vrijwillig ontslag of normale oppensioenstelling van vastbenoemde of tijdelijke personeelsleden van niveau 2+, 2, 3 en 4;

3° het vereiste voorstel voor de benoeming, de verandering van graad of de promotie door verhoging in graad of door overgang naar een hoger niveau voor de personeelsleden van niveau 2+, 2, 3 en 4 op te stellen;

4° de beschikbaarheid van rechtswege wegens ziekte of invaliditeit van de personeelsleden van niveau 1, 2+, 2, 3 en 4 vast te stellen en om het hun toe te kennen wachtgeld vast te leggen;

5° aan de personeelsleden van niveau 1 - met uitzondering van zij die tot rang 15 behoren, die onder de bevoegdheid van de leidend ambtenaar vallen - en van niveau 2+, 2, 3 en 4 de verloven van alle aard waarop ze recht hebben, toe te kennen, en om ter zake de krachtens het reglement voorziene beslissingen te nemen.

Art. 14. Op voorwaarde dat de Minister er op voorhand van wordt ingelicht, kunnen de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar, na gezamenlijk akkoord, sommige van de bevoegdheden die hun respectievelijk bij de artikelen 12 en 13 zijn toevertrouwd, uitwisselen of delegeren.

Art. 15. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 23 mars 1995 déterminant les délégations de compétences au fonctionnaire dirigeant et au fonctionnaire dirigeant adjoint de l'Agence régionale pour la Propreté est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 17. Le Ministre qui a la Propreté publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 octobre 2011.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Art. 15. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 1995 tot vaststelling van delegaties van bevoegdheden aan de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid wordt opgeheven.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekend gemaakt.

Art. 17. De Minister bevoegd voor Openbare Netheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 oktober 2011.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Openbare Netheid en Ontwikkelings-samenwerking,

Ch. PICQUE

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 3349

[C — 2011/31597]

29 OCTOBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant le règlement du personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la Propreté, article 8, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 1995 fixant le règlement du personnel de l'Agence régionale pour la Propreté;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 mai 2011;

Vu le protocole n° 2011/11 du comité de secteur XV, conclu le 15 juin 2011;

Vu l'avis 50.127/2/V du Conseil d'Etat, donné le 5 septembre 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique du 29 octobre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 29 octobre 2011;

Sur la proposition du Ministre-Président qui a la Propreté publique dans ses attributions et du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les nominations aux grades prévus par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 décembre 2008 fixant le cadre organique du personnel de l'Agence régionale pour la Propreté « Bruxelles-Propreté » ont lieu selon les conditions fixées par le tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. § 1^{er}. La vacance des emplois à conférer par changement de grade ou par promotion est portée par note de service à la connaissance des agents susceptibles d'être nommés.

La note de service est visée et datée par les intéressés.

Au cas où un agent est éloigné du service pour quelque motif que ce soit, il lui est adressé à son domicile, un exemplaire de la note de service par envoi postal et recommandé avec accusé de réception.

§ 2. Les candidatures sont adressées par envoi recommandé au fonctionnaire dirigeant dans un délai de 10 jours ouvrables. Ce délai commence à courir, soit à partir du lendemain du jour où l'agent a visé la note de service, soit à partir du lendemain du jour où l'envoi recommandé a été notifié.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 3349

[C — 2011/31597]

29 OKTOBER 2011. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende vaststelling van het reglement voor het personeel van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, artikel 8, § 2;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 1995 houdende vaststelling van het reglement voor het personeel van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 mei 2011;

Gelet op het protocol nr. 2011/11 in het sectorcomité XV gesloten op 15 juni 2011;

Gelet op advies 50.127/2/V van de Raad van State, gegeven op 5 september 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid 1^o, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Openbaar Ambt van 29 oktober 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 29 oktober 2011;

Op de voordracht van de Minister-President bevoegd voor Openbare Netheid en de Minister bevoegd voor Openbaar Ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De benoemingen in de graden voorzien in het besluit van 11 december 2008 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van de personeelsformatie van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid « Net Brussel » geschieden volgens de voorwaarden bepaald in de bij dit besluit gevoegde tabel.

Art. 2. § 1. De vacature van de betrekkingen via verandering van graad of bevordering kan worden benoemd, wordt door een dienstnota ter kennis gebracht van de benoembare ambtenaren.

De dienstnota wordt door de betrokkene voor gezien getekend en gedateerd.

Wanneer een ambtenaar om enigerlei reden uit de dienst verwijderd is, wordt een exemplaar van de dienstnota als aangetekend schrijven per post en met ontvangstbevestiging naar zijn woonplaats gezonden.

§ 2. De kandidaturen worden per aangetekend schrijven, binnen een termijn van tien werkdagen, aan de leidend ambtenaar gericht. Deze termijn gaat in, ofwel daags nadat de ambtenaar de dienstnota voor gezien heeft getekend, ofwel daags nadat de aangetekende schrijven ter kennis werd gesteld.